

SYNTHÈSE DE CONJONCTURE ÉCONOMIE EMPLOI
EN AUVERGNE-RHÔNE-ALPES

En Auvergne-Rhône-Alpes, l'économie ralentit, l'emploi cale au 2^e trimestre 2024

OCTOBRE 2024



En bref...

L'économie française a crû modestement au 2^e trimestre 2024. Comme au trimestre précédent, elle a bénéficié d'une bonne dynamique de ses exportations, mais la demande intérieure est restée atone.

En Auvergne-Rhône-Alpes, l'économie a aussi marqué le pas au printemps. Aucun des trois grands secteurs, le tertiaire marchand, l'industrie ou la construction, n'ayant montré un réel dynamisme de leur activité.

L'emploi régional a calé pour la 1^{ère} fois depuis trois ans au 2^e trimestre 2024. **L'emploi intérimaire est le plus impacté par ce repli**, notamment auprès des employeurs de la construction et de l'industrie. Dans le même temps, les recruteurs ont recouru de façon accrue aux contrats très courts.

Le taux de chômage a, a contrario, reculé au 2^e trimestre 2024. En revanche, les demandeurs d'emploi en activité réduite ont, eux, continué de progresser.

Zoom sur... la filière automobile régionale

En Auvergne-Rhône-Alpes, plusieurs industries stratégiques sont en difficulté : la *Plasturgie*, le *Caoutchouc* et la *Métallurgie*. Dans ces secteurs, **l'emploi est resté en retrait par rapport à 2019, loin de la dynamique qu'a connue le reste de l'économie**. Tous ont en commun leur dépendance à l'industrie automobile, en crise depuis de nombreuses années désormais du fait des délocalisations d'usines. À cela se sont ajoutés le défi du passage aux voitures électriques moins gourmandes en composants et la concurrence chinoise accrue. **Les répercussions sur l'emploi se ressentent pleinement sur certains territoires spécialisés sur ces industries**, à l'instar des zones d'emploi de La Vallée de l'Arve et d'Oyonnax.

Chiffres clés

3 260 000

Emplois salariés

en juin 2024



DPAE

Déclarations préalables
à l'embauche



6.3%

Taux de chômage

de la population active
au 2^e trimestre 2024

317 000

demandeurs
d'emploi

sans emploi (A)
au 2^e trimestre 2024



Évolution
sur un trimestre
(T2 2024 / T1 2024)

↘ -0.1%

(+0.0% en France)

↗ +0.9%

(-0.8% en France)

↘ -0.1pt

(-0.1 pt en France)

↘ -0.5%

(-0.4% en France)

Évolution
depuis un an
(T2 2024 / T2 2023)

↗ +0.4%

(+0.5% en France)

↗ +2.0%

(-0.5% en France)

↗ +0.1pt

(+0.1 pt en France)

↗ +1.2%

(+0.3% en France)

LE CONTEXTE ÉCONOMIQUE

Éclairage national

Croissance modérée de l'économie française au 2^e trimestre 2024

Au 2^e trimestre 2024, **le produit intérieur brut (PIB) de la France a conservé un rythme de croissance modéré (+0,2%)**. Comme au trimestre précédent, le commerce extérieur et la demande des administrations publiques ont porté l'activité économique au printemps. À l'inverse, la demande des ménages est restée stable, en dépit de la désinflation et de la hausse du pouvoir d'achat début 2024. Les ménages ont en effet maintenu **leur niveau d'épargne à un niveau largement supérieur à l'avant-crise sanitaire**, dans un contexte de confiance toujours dégradée. Du côté des entreprises, les projets d'investissement ont aussi diminué.

Pour en savoir plus : [Insee, Point de conjoncture - Septembre 2024](#)

Encadré 1 : Les JOP soutiennent la croissance économique française durant l'été

Selon les premières estimations de la Banque de France et de l'Insee sur l'activité estivale, les **Jeux olympiques et paralympiques 2024 ont eu une contribution positive significative sur la croissance** du produit intérieur brut au 3^e trimestre 2024 (à hauteur d'un quart de point de pourcentage). Les jeux ont généré d'importantes recettes via la vente de billets et la diffusion audiovisuelle, ainsi qu'un surcroît d'activité pour un certain nombre d'entreprises, notamment franciliennes. Les principales concernées sont les acteurs de l'hébergement-restauration dans la capitale ainsi que celles liées à l'organisation (sécurité, fournisseurs, transports, etc.). **En Auvergne-Rhône-Alpes, cet effet devrait être plutôt limité**. L'incertitude forte liée à la situation politique nationale devrait contrebalancer une partie de ces effets, en pénalisant les investissements des entreprises.

En 2024, l'économie tricolore croît modestement dans une zone euro au point mort

Selon les dernières projections de la Banque de France datant de septembre, **la croissance économique de la France devrait atteindre +1,1% en 2024**, soit une dynamique modérée et stable par rapport à l'exercice précédent. Cette prévision relevée par rapport à la précédente (+0,8%) vient essentiellement de la révision à la hausse des comptes trimestriels nationaux de l'Insee en 2023 et début 2024. Sur l'année, le principal contributeur de la croissance économique sera le commerce extérieur. **Pour 2025 et 2026, la Banque de France prévoit une légère accélération de l'économie** (+1,2% puis +1,5%), soutenue par le redressement de la demande des ménages, puis par la reprise de l'investissement privé.

Au regard des autres pays développés, la situation économique française se situe plutôt dans la moyenne. **Elle fait notamment mieux que le reste de la zone euro** dont nombre d'économies tournent au ralenti, à commencer par l'Allemagne. Cette première économie européenne est notamment confrontée à une crise de son industrie automobile.

Pour en savoir plus sur la situation française : [Banque de France, Projections macroéconomiques pour la France - Septembre 2024](#)

L'économie régionale aussi en perte de vitesse au printemps

D'après les enquêtes mensuelles de conjoncture de la Banque de France réalisées auprès d'un panel d'entreprises, **la croissance de l'économie d'Auvergne-Rhône-Alpes a été très modérée sur le 2^e trimestre 2024**, sur l'ensemble des secteurs. Dans l'industrie, l'activité a été soutenue en avril, afin d'anticiper les fermetures de sites liées au positionnement des jours fériés en mai. Elle s'est ensuite fortement réduite en mai, et est restée peu dynamique en juin. L'évolution est fortement contrastée selon les secteurs. En région, l'*Industrie automobile*, l'*Industrie pharmaceutique*, le *Textile, habillement & cuir* et la *Métallurgie - décolletage* ont affiché des replis particulièrement marqués ce trimestre. Les secteurs du *Caoutchouc & plastiques*, l'*Industrie chimique* et l'*Industrie agro-alimentaire* ont en revanche conservé une tendance haussière.

L'activité des services marchands s'est montrée peu dynamique en avril et mai, avant de se redresser légèrement en juin. En particulier, l'activité et la demande se sont maintenues à un faible niveau pour l'*Hébergement* compte tenu de conditions météorologiques défavorables, ainsi que dans le secteur du *Travail temporaire* et les *Activités informatiques*.

L'activité du secteur de la construction a ralenti, notamment dans le Gros œuvre, affecté par la baisse de la demande immobilière en logements neufs, et les *Travaux publics*. En revanche, les carnets encore jugés correctement garnis ont permis de maintenir une croissance de l'activité dans le *Second œuvre*. Les prix des matières ont peu évolué et la modération des prix de vente s'est poursuivie dans l'ensemble des secteurs. **Les difficultés de recrutement signalées par les chefs d'entreprise se sont atténuées**, mais des postes restent toujours difficiles à pourvoir sur des compétences spécifiques, en particulier dans les services marchands et le bâtiment.

Encadré rédigé par la Banque de France Auvergne-Rhône-Alpes, pour en savoir plus : [Banque de France, Tendances régionales, La conjoncture en Auvergne-Rhône-Alpes – Mai, Juin, Juillet 2024](#)

L'évolution du tissu régional d'entreprises

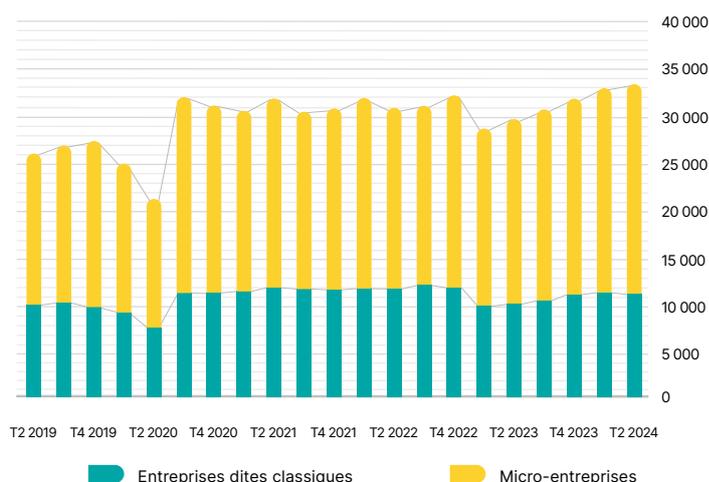
Nouvelle hausse de créations d'entreprises, mais recul des projets les plus aboutis

En hausse continue depuis plus d'un an, **les créations d'entreprises en Auvergne-Rhône-Alpes ont atteint un nouveau record au 2^e trimestre 2024**, avec 33 400 nouvelles structures. Cette progression, imputable uniquement aux micro-entreprises, est à prendre avec précaution. Ce régime d'entreprises est en effet plus accessible et, pour reprendre BPI France, « s'adresse principalement aux personnes souhaitant tester une activité ou l'exercer de façon accessoire... », ce qui ne débouche donc pas nécessairement sur une activité pérenne.

Les créations d'entreprises dites classiques ont quant à elles diminué en nombre sur le trimestre (-1,1%) et sont restées stables en cumul sur un an. Bien qu'en léger recul sur le trimestre, les créations dans le secteur industriel se sont maintenues à haut niveau. Avec 950 entreprises classiques créées à l'automne, elles restent en effet deux fois plus nombreuses qu'en 2019 témoignant d'une vivacité d'entrepreneuriat dans ce domaine.

Évolution des créations d'entreprises en Auvergne-Rhône-Alpes

Unité : en nombre d'entreprises



Source : Insee, REE (Répertoire des Entreprises et Établissements - Sirene) ; Données trimestrielles CVS

Mur de faillites ou retour à la normale ? La question difficile des défaillances

Les défaillances d'entreprises en Auvergne-Rhône-Alpes comme en France **font actuellement l'objet d'une attention particulière**. Pour rappel, après une longue période marquée par un nombre particulièrement faible de faillites du fait de circonstances exceptionnelles¹ (entre 2020 et 2021), **elles connaissent depuis trois ans une hausse rapide et continue de leur nombre**. Avec plus de 7 500 procédures de redressement judiciaire sur un an en juin 2024, elles étaient ainsi un quart plus nombreuses qu'en 2019 (encore en hausse de +5% sur les trois derniers mois). Par ailleurs, **les défaillances d'entreprises de taille intermédiaire et de grande taille sont celles qui progressent le plus vite depuis un an**, doublant en volume (chiffres nationaux).

Si la forte remontée des défaillances témoigne tout d'abord d'un **retour à la normale**, la dégradation du contexte économique ainsi que le renchérissement de l'emprunt ont aussi impacté négativement les entreprises de la région et **ont augmenté leur risque de défaillance**.

En Auvergne-Rhône-Alpes, les secteurs particulièrement touchés par les faillites au printemps 2024 sont ceux liés à la construction (*BTP et Activités immobilières*) du fait des difficultés économiques que connaît cette filière, mais aussi ceux de *l'Information et Communication, du Transport & Entreposage* et des *Activités financière et d'assurance*.

Évolution des défaillances d'entreprises en Auvergne-Rhône-Alpes (en cumul sur un an)

Unité : en nombre de procédures de redressement judiciaire enclenchées en cumul sur un an



Source : Insee, Défaillances d'entreprises ; Données trimestrielles brutes

2

L'EMPLOI

La situation de l'emploi salarié

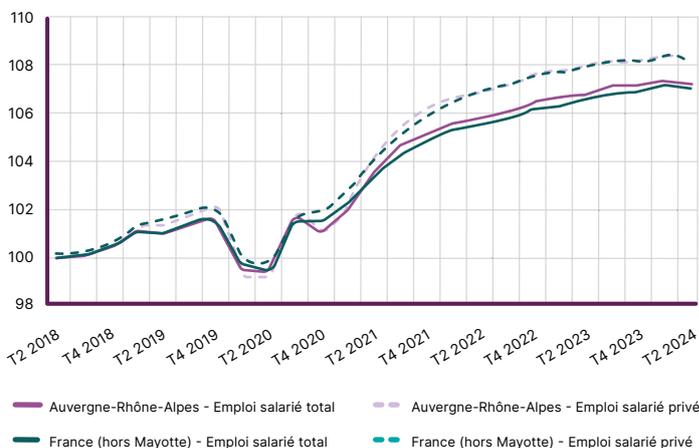
Au 2^e trimestre 2024, l'emploi salarié fléchit pour la 1^{ère} fois depuis trois ans

Après plus de trois ans de progression continue, **l'emploi salarié en Auvergne-Rhône-Alpes a marqué un coup d'arrêt au 2^e trimestre 2024 (-0,1%)**. En fort ralentissement ces derniers trimestres, l'emploi privé a fini par se retourner au printemps perdant 4 100 salariés. La hausse des effectifs publics (+1 400 personnes) n'a pas suffi à compenser ce recul. Sur un an, la dynamique de l'emploi salarié est restée positive (+0,4%) mais en très net fléchissement, une tendance qui s'observe également au niveau national.

Sur ce trimestre (comme depuis un an), l'emploi intérimaire a subi la baisse la plus marquée (-1,6%, soit -1 700 emplois). Variable d'ajustement à la hausse comme à la baisse de l'activité, ce type d'emplois est pénalisé par l'essoufflement économique de ses principaux employeurs : la construction et l'industrie.

Évolution de l'emploi salarié en France et en Auvergne-Rhône-Alpes

Unité : indice de base 100 au 1^{er} trimestre 2018



Source : Insee, Estimations d'emploi (estimations trimestrielles Urssaf, Dares, Insee) ; Données trimestrielles CVS en fin de trimestre

¹ La Banque de France explique ce niveau de défaillances particulièrement faible par « un ralentissement de l'activité des tribunaux de commerce, des mesures qui ont temporairement modifié les dates de caractérisation et de déclaration de l'état de cessation de paiements et, par la suite, des mesures de soutien en trésorerie permettant d'éviter cet état de cessation des paiements ».

L'évolution de l'emploi salarié privé par secteur d'activité

Sur un an, l'emploi salarié privé ralentit et continue de plonger dans la construction

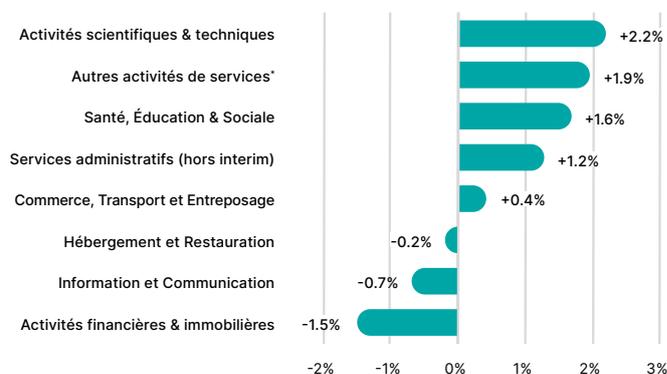
En Auvergne-Rhône-Alpes, l'emploi salarié du privé dans le tertiaire (hors intérim) a affiché une progression de +0,8% sur un an au printemps 2024, soit un ralentissement par rapport à l'année antérieure (+1,4%). Dans le même temps, la dynamique intra-sectorielle de l'emploi s'est nettement modifiée. Les moteurs de la croissance des dernières années, à savoir l'**Hébergement et restauration et l'Information et communication**, ont stagné voire perdu des emplois (respectivement -0,2% et -0,7% sur un an), dans un contexte de fléchissement de leur demande. Dernier secteur tertiaire en baisse, les **Activités immobilières** ont nettement réduit leurs effectifs cette année, confrontées à un marché en berne. Durant cette période, les **Services administratifs** et les **Activités scientifiques et techniques** (conseil et ingénierie en tête) ont gagné des emplois, comme les **Activités créatives, artistiques, sportives et de loisirs** et les établissements privés de la **Santé, du Social et de l'Éducation**. Pour ces derniers secteurs, il semble néanmoins que cette hausse des effectifs s'explique avant tout par la multiplication des emplois très courts.

Du côté de l'industrie, l'emploi salarié privé a continué de croître sur un an en Auvergne-Rhône-Alpes, mais à un rythme nettement ralenti (+0,7% au 2^e trimestre 2024). Cette progression ne tient par ailleurs pas compte des effectifs intérimaires employés dans l'industrie, qui ont reculé de 9% sur la période. L'emploi industriel dans sa globalité a donc été plutôt atone entre les printemps 2023 et 2024.

Dans le détail, la situation est assez contrastée entre les secteurs de la région. Certains, soutenus par les pouvoirs publics, ont nettement rehaussé leurs effectifs, à l'instar de la filière nucléaire (*Industrie non manufacturière*) ou de l'industrie pharmaceutique (*Autres industries manufacturières*). D'autres ont bénéficié d'un marché porteur ou en reprise, comme les *Fabricants de produits électroniques et électriques et ceux des Matériels de transport* (sous-traitants de l'aéronautique en tête). À l'autre bout du spectre, les grands secteurs industriels historiques de la région, à savoir la *Métallurgie*, la *Plasturgie* et le *Caoutchouc*, sont restés à l'écart de cette dynamique. Très dépendants du secteur automobile, ils subissent la crise qui affecte ce secteur en Europe. Dans la **Construction**, la baisse des effectifs s'est accentuée sur un an pour les salariés (-1,7%) comme pour les intérimaires (-11%) dans un contexte économique toujours très contraint.

Évolution de l'emploi salarié du privé dans les services en Auvergne-Rhône-Alpes

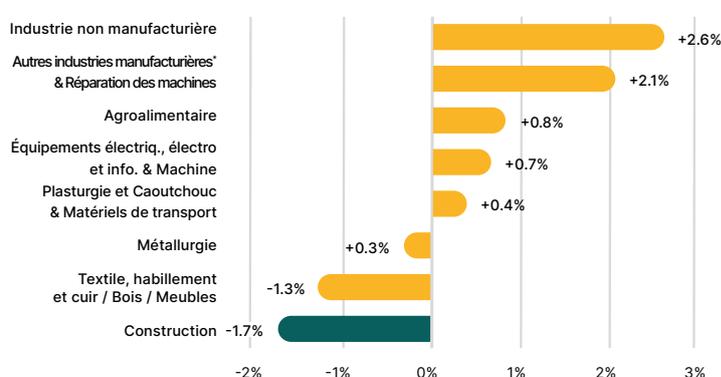
Unité : en % par rapport au même trimestre de l'année précédente



Source : Insee, Estimations d'emploi ; données salariés en fin de trimestre ; Données CVS. / (*) dont font partie les activités artistiques, récréatives, sportives, celles des organisations associatives ou encore les autres services personnels...

Évolution de l'emploi salarié du privé dans l'industrie et la construction en Auvergne-Rhône-Alpes

Unité : en % par rapport au même trimestre de l'année précédente



Source : Insee, Estimations d'emploi ; données salariés en fin de trimestre ; Données CVS. / (*) dont font partie les industries chimiques et pharmaceutiques, la fabrication d'instruments de musique, de sport, de jeux, les bijoutiers...

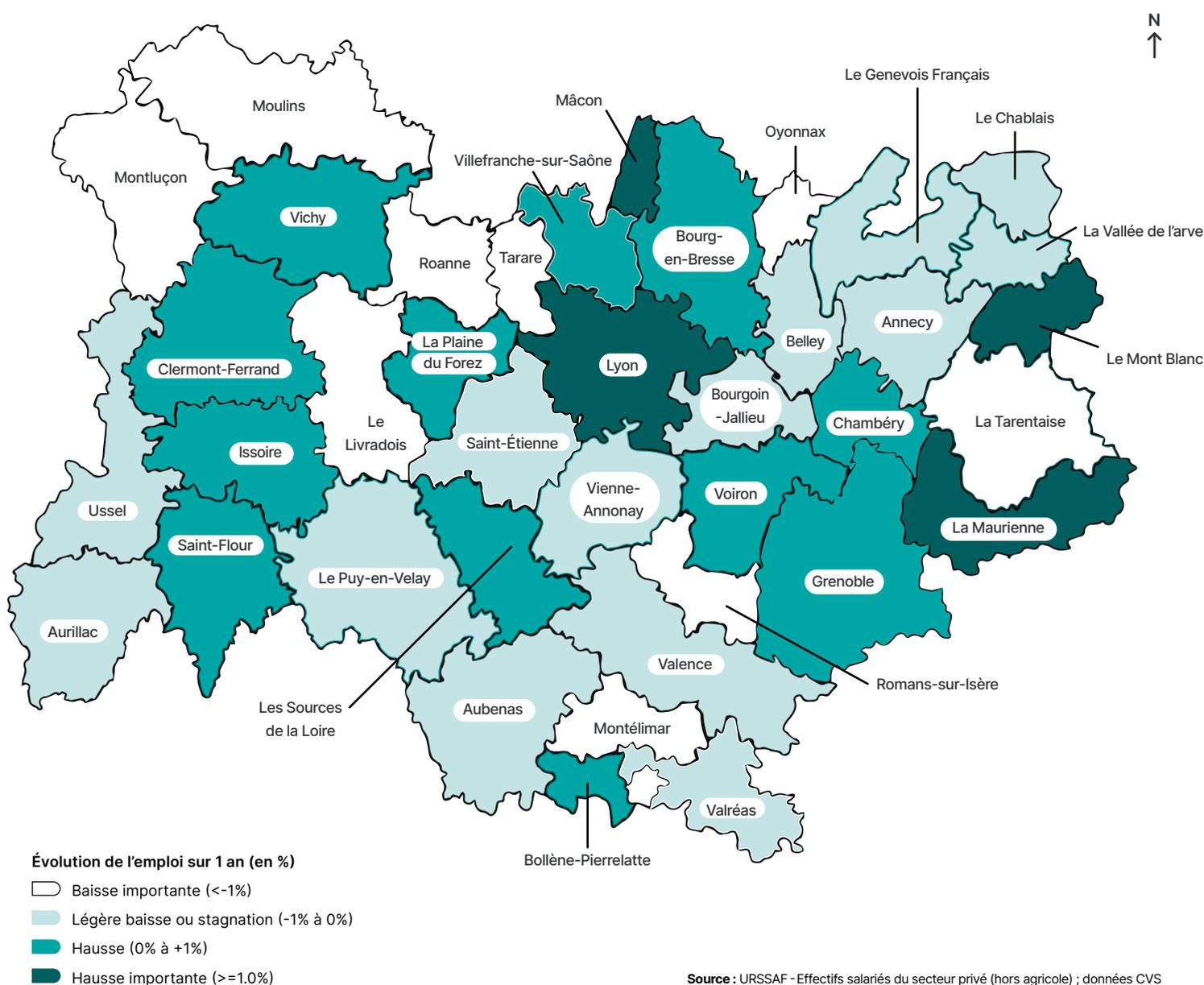
Des divergences marquées dans les dynamiques d'emploi entre les territoires

Au printemps 2024, les écarts de croissance de l'emploi salarié privé se sont encore creusés entre les différents territoires d'Auvergne-Rhône-Alpes. **La zone d'emploi lyonnaise** (un tiers des effectifs régionaux) **a continué de jouer son rôle de locomotive**, affichant l'une des plus fortes croissances de la région sur un an. Une poignée d'autres zones d'emploi sont également restées en croissance, dont Grenoble, Clermont-Ferrand ou encore Bollène-Pierrelatte, mais en net ralentissement par rapport à la dynamique affichée au trimestre dernier. **Les autres zones emploi ont de leur côté connu un recul de leurs effectifs salariés privés sur un an.** La baisse a été particulièrement marquée à Oyonnax (-3,9%) et Romans-sur-Isère (-3,2%).

Par rapport à l'avant-crise sanitaire, **trois zones d'emploi se démarquent nettement du reste de la région**, avec un emploi inférieur à celui de 2019. Il s'agit de La Vallée de l'Arve, d'Oyonnax et de Montluçon.

Évolution de l'emploi salarié privé par zone d'emploi sur 1 an

(2^e trimestre 2023 - 2^e trimestre 2024)



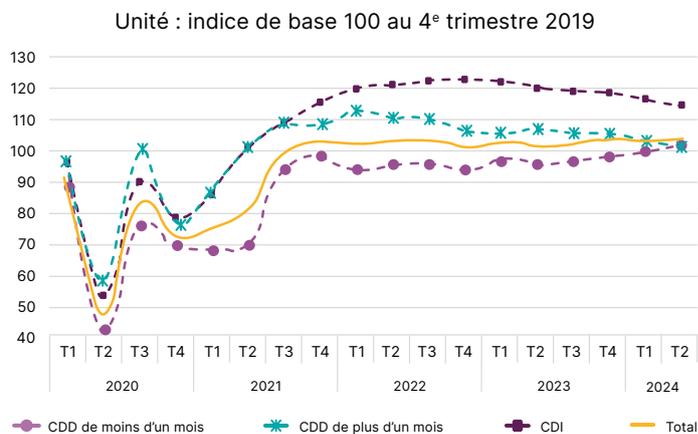
La dynamique de l'embauche

Hausse des embauches au 2^e trimestre 2024, portées par les contrats très courts

Au 2^e trimestre 2024, le nombre de déclarations à l'embauche a de nouveau augmenté en Auvergne-Rhône-Alpes (+0,9%) du fait d'un **recours plus important à des contrats de très courte durée** (+2,3%). Cette progression semble se faire au détriment des contrats plus durables (CDD de plus d'un mois et CDI) qui ont encore diminué sur ce trimestre (-1,4%). Bien qu'encre supérieure à l'avant-crise sanitaire, **la part de ces contrats est en baisse continue depuis près de deux ans.**

Les secteurs où cette inversion est la plus marquée sont ceux ayant, traditionnellement, fortement recours aux contrats très courts, à savoir la *Santé*, le *Médico-social* et les *Activités artistiques et récréatives*.

Évolution des déclarations préalables à l'embauche dans le privé en Auvergne-Rhône-Alpes par type de contrat



Source : Urssaf, Déclarations préalables à l'embauche (régime général, hors intérim) ; Données trimestrielles CVS

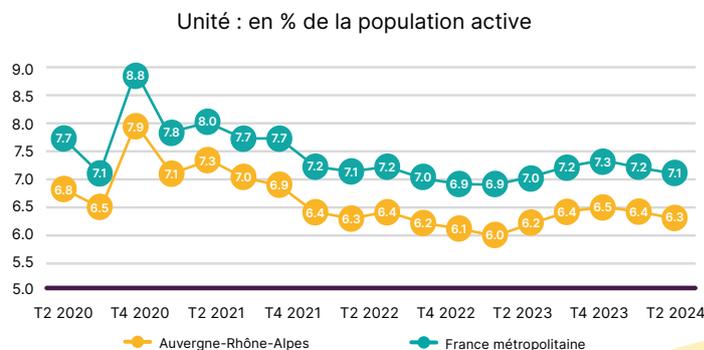
3 LE MARCHÉ DU TRAVAIL

Le taux de chômage

En hausse sur un an, le taux de chômage se replie légèrement en début d'année

Au 2^e trimestre 2024, **le taux de chômage a de nouveau légèrement reculé** en Auvergne-Rhône-Alpes comme en France (-0,1%). Il se situait ainsi à 6,3% de la population active au printemps, soit un niveau très bas par rapport à sa tendance de long terme (-1,2 point par rapport à la moyenne des 10 dernières années) et bien inférieur à celui de la France métropolitaine. L'Insee prévoit néanmoins dans ses projections **une remontée du taux de chômage dans les trimestres à venir**, du fait principalement de la hausse de la population active (portée par l'allongement de l'âge de départ à la retraite) et du ralentissement des gains d'emplois.

Évolution du taux de chômage en Auvergne-Rhône-Alpes et en France métropolitaine



Source : Insee, Enquête Emploi et taux de chômage localisé ; Données CVS

L'évolution de la demande d'emploi

Section rédigée par France Travail

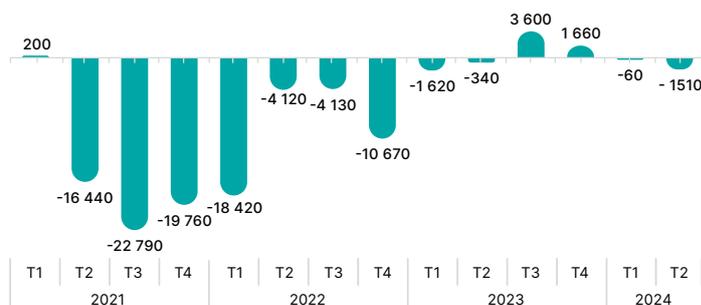
Baisse de la demande d'emploi au printemps, mais hausse sur un an

Au 2^e trimestre 2024, le nombre de demandeurs d'emploi tenus de rechercher un emploi et sans activité (catégorie A) s'est établi à 317 000 personnes² en Auvergne-Rhône-Alpes. Ce nombre a reculé de **-0,5%** sur le trimestre (soit -1 500 personnes), mais affichait une hausse de **+1,2%** sur un an. En France métropolitaine, ce nombre a aussi légèrement baissé ce trimestre de **-0,4%** et affichait une hausse de **+0,3%** sur un an.

En cumulant avec les demandeurs d'emploi ayant exercé une activité au cours du mois (cat. B et C), France Travail Auvergne-Rhône-Alpes recensait 596 600 demandeurs d'emploi tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi au cours du 2^e trimestre 2024. **Cela représentait 740 demandeurs d'emploi supplémentaires** (+0,1 %, contre -0,2% en France métropolitaine). Sur un an, la hausse a été de **+1,5%**.

Fluctuation trimestrielle du nombre de demandeurs d'emploi sans emploi en Auvergne-Rhône-Alpes

Unité : en nombre de demandeurs d'emploi de catégorie A



Source : Pôle emploi-Dares, STMT ; Données trimestrielles CVS-CJO

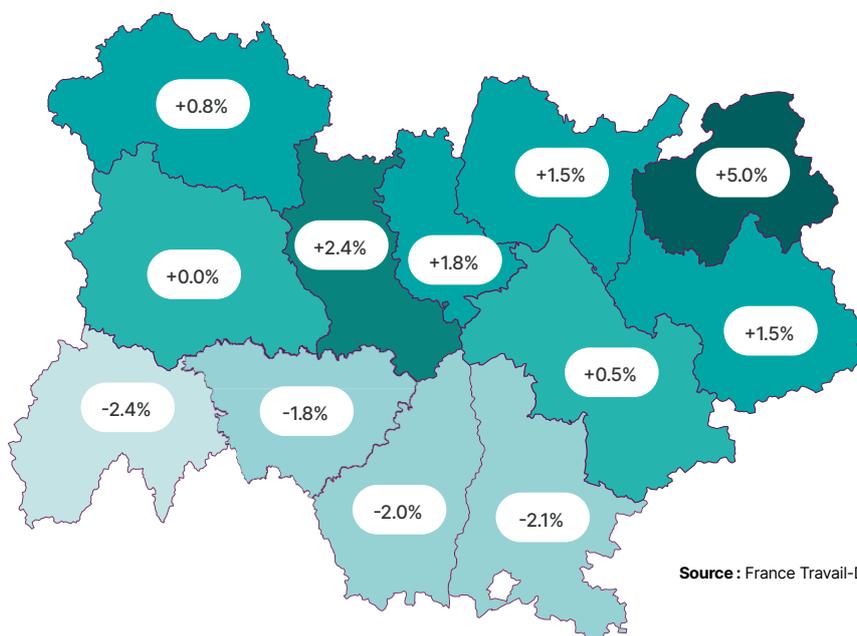
Hausse de la demande d'emploi chez les jeunes sur un an

Sur le trimestre, quatre départements (Savoie, Loire, Allier, Haute-Savoie) sur les douze ont connu une hausse de leur demande d'emploi. L'Allier et la Haute-Savoie ont enregistré la plus forte progression : **+0,6%**. À l'inverse, les huit autres ont vu le nombre de leurs demandeurs d'emploi sans emploi (cat. A) reculer, notamment le Cantal (-2,7%) et la Drôme (-2,4%).

Sur l'année, quatre départements sur les douze ont eu une baisse de leur demande d'emploi : Cantal (-2,4%), Drôme (-2,1%), Ardèche (-2,0%) et Haute-Loire (-1,8%). À l'inverse, la Haute-Savoie a enregistré la plus forte hausse sur un an avec **+5,0%** de demandeurs d'emplois inscrits par rapport au 2^e trimestre 2023, suivie de la Loire (+2,4%) et du Rhône (+1,8%). La demande d'emploi dans le Puy-de-Dôme est restée stable. Les autres ont varié entre **+0,5%** et **+1,5%**.

Évolution de la demande d'emploi par département entre les 2^e trimestre 2023 et 2024

Unité : en % de la population active



Source : France Travail-Dares, STMT, demande d'emploi en fin de mois, données CVS

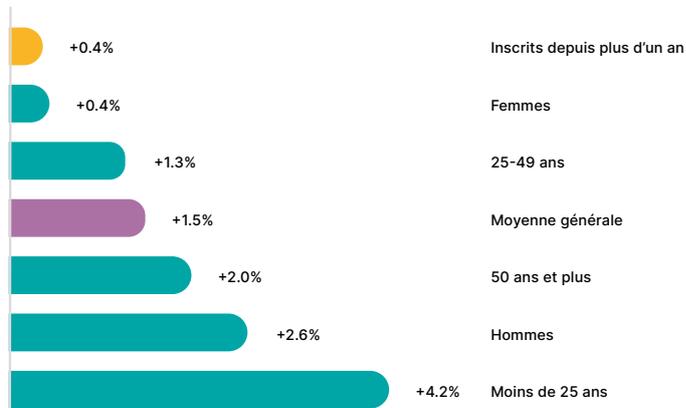
² En moyenne sur le trimestre

La demande d'emploi des jeunes augmente fortement sur un an

Des disparités de croissance ont aussi été observées sur les classes d'âge. **Sur un an, le nombre de jeunes a ainsi augmenté de +4,9%**, tandis que le nombre de seniors reculait de -0,1%. La tranche d'âge des 25-49 ans a progressé de +0,9%. Le nombre de femmes sans activité professionnelle inscrites à France Travail a légèrement progressé de +0,2%. Les hommes ont connu une hausse plus marquée (+2,2%). À noter, le nombre de demandeurs d'emploi inscrits depuis plus d'un an est aussi en hausse (+1,0%).

Évolution sur un an du nombre de demandeurs d'emploi en catégorie ABC en Auvergne-Rhône-Alpes par public spécifique

Unité : en pourcentage au 2^e trimestre 2024 par rapport au 2^e trimestre 2023



Source : Pôle emploi-Dares, STMT, demande d'emploi en fin de mois ; Données brutes en bleu, donnée en CVS-CJO en vert.

En Auvergne-Rhône-Alpes, le volume d'offres d'emploi diminue sur un an

Au 2^e trimestre 2024, **France Travail a collecté 134 500 offres d'emploi sur la région, en baisse de -12,2% par rapport au 2^e trimestre 2023**. En cumul sur l'année, le nombre d'offres enregistré par France Travail Auvergne-Rhône-Alpes a été de 557 300 offres.

■ Une newsletter sur la conjoncture

Tous les trimestres, recevez les dernières actualités et informations clés sur l'économie, l'emploi et le marché du travail dans la région en vous abonnant à la Lettre d'information : «L'actualité conjoncturelle en Auvergne-Rhône-Alpes».

■ Une veille conjoncturelle

Lisez les derniers articles et études sur l'économie, l'emploi, le marché du travail et la formation en Auvergne-Rhône-Alpes grâce à une veille sur la conjoncture régionale.

Rendez-vous sur [Via-Competences.fr](https://www.via-competences.fr) - Veille conjoncturelle

■ Un outil public de visualisation de données régionales

Via Compétences met également à disposition DataScope, un outil de datavisualisation dynamique au service des acteurs de l'emploi, de l'insertion, de la formation et de l'orientation professionnelle.



Retrouvez des informations socioéconomiques actualisées régulièrement sur les métiers, les formations, les territoires et les secteurs d'activité en région Auvergne-Rhône-Alpes. www.datascope.via-competences.fr

Sources

- > **Banque de France**, Projections macroéconomiques pour la France établies par la Banque de France – Septembre 2024
- > **Banque de France**, « *Quel est l'impact économique des défaillances d'entreprises ?* », Bulletin 248/6 – Octobre 2023
- > **Banque de France**, Tendances régionales, La conjoncture en Auvergne-Rhône-Alpes – Mai, Juin, Juillet 2024
- > **INSEE**, Point de conjoncture – Septembre 2024
- > **INSEE**, Comptes nationaux trimestriels, Résultats détaillés, 2^e trimestre 2024, Informations rapides n°133 - Août 2024
- > **INSEE**, « *L'activité économique et l'emploi face aux incertitudes* », Conjoncture Auvergne-Rhône-Alpes n°44 – Septembre 2024
- > **URSSAF**, « *Les effectifs salariés sont en légère baisse au 2^e trimestre 2024 en Auvergne-Rhône-Alpes* », Star'UR n°49 – Septembre 2024

Méthodologie

Le choix de la périodicité dans les séries étudiées dépend du type de données utilisées. Les séries dont les données sont disponibles en CVS ou CVS-CJO (correction des variations saisonnières et correction des jours ouvrables) peuvent être comparées entre différents trimestres de l'année. En revanche, les séries dont les données sont brutes (non retraitées) ne peuvent être comparées qu'entre mois ou trimestres similaires (e.g. 2^e trimestre 2024 par rapport au 2^e trimestre 2023).



Directrice de publication : Christelle MASSON • **Réalisation** : Alix RACHET JACQUET (Via Compétences), Sandrine LORAND NGUYEN (Banque de France) & Saïd-Hamidou ALLAOUI (France Travail) avec l'appui de Claire LAMY et Jacques MALGRAS (Via Compétences)
Mise en page et communication : Mélanie CATTELIN • **Date de publication** : Octobre 2024 • **Email contact** : contact@via-competences.fr